

Rapport financier 2016 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montmagny

Code géographique : 18050

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), André Lévesque CPA-CA, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Montmagny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Montmagny pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-04-24.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-04-28

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Montmagny

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Montmagny et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montmagny et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2016, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette), de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Montmagny inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 19-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

CPA, auditeur, CA permis de comptabilité publique no A110424

Montmagny

DATE 2017-04-28

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Réalisations 2015	Budget 2016	Réalizations 2016		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé^{1}
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	15 508 088	15 750 330	16 063 670		16 063 670
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 364 946	1 271 220	1 231 033		1 231 033
Quotes-parts	3				14 025	8 686
Transferts	4	704 567	882 800	717 720		717 720
Services rendus	5	1 431 743	1 238 420	1 504 055		2 218 476
Imposition de droits	6	447 973	274 600	343 609		343 609
Amendes et pénalités	7	275 606	257 000	295 675		295 675
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	166 096	130 270	110 038		111 792
Autres revenus	10	197 260		96 474		96 474
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	20 096 279	19 804 640	20 362 274		21 087 135
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 407 733	84 000	421 634		421 634
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19	2 407 733	84 000	421 634		421 634
	20	22 504 012	19 888 640	20 783 908		21 508 769
Charges						
Administration générale	21	2 982 563	2 879 060	3 084 563	189 813	3 412 020
Sécurité publique	22	2 344 235	2 349 840	2 392 722	193 487	2 586 209
Transport	23	2 548 134	2 450 930	2 589 728	1 114 575	3 705 324
Hygiène du milieu	24	3 502 727	3 362 220	3 151 646	1 252 022	4 403 651
Santé et bien-être	25	100 967	148 060	208 272		208 272
Aménagement, urbanisme et développement	26	1 094 888	1 190 320	1 158 026	18 515	1 267 308
Loisirs et culture	27	3 856 903	3 880 360	3 852 562	544 198	4 844 064
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	664 413	707 200	670 461		681 970
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	3 179 079	3 315 910	3 312 610	(3 312 610)	
	32	20 273 909	20 283 900	20 420 590		21 108 818
Excédent (déficit) de l'exercice	33	2 230 103	(395 260)	363 318		399 951

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 230 103		(395 260)		363 318	36 633	399 951
Moins: revenus d'investissement	2	(2 407 733 )	(	84 000 )	(	421 634 )	(	421 634)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(177 630)		(479 260)		(58 316)	36 633	(21 683)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	3 179 079		3 315 910		3 312 610	52 653	3 365 263
Produit de cession	5	221 812				74 365		74 365
(Gain) perte sur cession	6	(143 706)				(9 695)		(9 695)
Réduction de valeur / Reclassement	7					(4 273)		(4 273)
	8	3 257 185		3 315 910		3 373 007	52 653	3 425 660
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats								
Remboursement ou produit de cession	12	38 600				40 205		40 205
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	64 232				62 269		62 269
	15	102 832				102 474		102 474
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 962 640 )	(	2 385 950 )	(	1 967 912 )	(	10 000)
	18	(1 962 640)	(	(2 385 950)	(	(1 967 912)	(	(10 000)
								(1 977 912)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(280 968 )	(	33 000 )	(	232 380 )	(	232 380)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	130 680		162 000		65 100	252	65 352
Excédent de fonctionnement affecté	21	50 273		50 000		63 180		63 180
Réserves financières et fonds réservés	22	(379 945)		(626 150)		(528 854)		(528 854)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(32 192)		(3 550)		(12 868)		(12 868)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(512 152)		(450 700)		(645 822)	252	(645 570)
	26	885 225		479 260		861 747	42 905	904 652
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	707 595				803 431	79 538	882 969

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Budget 2016		Réalizations 2016		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	2 407 733	84 000		421 634		421 634
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(326 011)	(716 898)	(18 566)	()	()	(18 566)
Sécurité publique	3	(42 862)	(59 805)	(110 793)	()	()	(110 793)
Transport	4	(2 133 121)	(1 282 226)	(2 375 412)	()	()	(2 375 412)
Hygiène du milieu	5	(1 023 173)	(627 748)	(1 162 947)	()	()	(1 162 947)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 855)	()	()	(97 082)	()	(97 082)
Loisirs et culture	8	(586 692)	(357 123)	(1 971 133)	()	()	(1 971 133)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(4 114 714)	(3 043 800)	(5 638 851)	(97 082)	()	(5 735 933)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats							
Émission ou acquisition	12	(57 235)	()	(164 832)	()	()	(164 832)
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 535 754	1 951 720	4 188 000			4 188 000
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	280 968	33 000	232 380			232 380
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	288 086	167 300	341 815	97 082		438 897
Excédent de fonctionnement affecté	16	65 667	328 280	808 580			808 580
Réserves financières et fonds réservés	17	263 089	479 500	779 211			779 211
	18	897 810	1 008 080	2 161 986	97 082		2 259 068
	19	261 615	(84 000)	546 303			546 303
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales							
	20	2 669 348		967 937			967 937

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total consolidé</u> ¹	
		Administration municipale Redressé note 20	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 230 103	(395 260)	363 318	36 633	399 951
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	4 114 714 ) (	3 043 800 ) (	5 638 851 ) (	97 082 ) (	5 735 933)
Produit de cession	3	221 812		74 365		74 365
Amortissement	4	3 179 079	3 315 910	3 312 610	52 653	3 365 263
(Gain) perte sur cession	5	(143 706)		(9 695)		(9 695)
Réduction de valeur / Reclassement	6			(4 273)		(4 273)
	7	(857 529)	272 110	(2 265 844)	(44 429)	(2 310 273)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	14 941		18 908		18 908
Variation des autres actifs non financiers	10	63 153		(37 181)	1 423	(35 758)
	11	78 094		(18 273)	1 423	(16 850)
	12	1 450 668	(123 150)	(1 920 799)	(6 373)	(1 927 172)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 450 668	(123 150)	(1 920 799)	(6 373)	(1 927 172)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice						
Solde déjà établi	15	(21 042 402)		(18 020 284)	313 070	(17 707 214)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16	1 571 450		18 970		18 970
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17					
Solde redressé	18	(19 470 952)		(18 001 314)	313 070	(17 688 244)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(18 020 284)		(19 922 113)	306 697	(19 615 416)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>2015</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>2016</u>	<u>Total</u>
			<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>Organismes</u>	<u>consolidé</u>
					<u>contrôlés</u>	<u>¹</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	3 698 367	4 913 795	405 249	5 319 044	
Débiteurs (note 5)	2	6 627 139	6 494 900	31 670	6 526 570	
Prêts (note 6)	3	20 500	20 500		20 500	
Placements de portefeuille (note 7)	4	67 178	129 535	2 763	132 298	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6					
Autres actifs financiers (note 9)	7					
	8	10 413 184	11 558 730	439 682	11 998 412	
PASSIFS						
Découvert bancaire	9					
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 844 034	2 428 497		2 428 497	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 711 192	2 530 665	76 264	2 606 929	
Revenus reportés (note 12)	12	172 394	1 036 194	46 721	1 082 915	
Dettes à long terme (note 13)	13	23 705 848	25 485 487	10 000	25 495 487	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14					
	15	28 433 468	31 480 843	132 985	31 613 828	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(18 020 284)	(19 922 113)	306 697	(19 615 416)	
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 15)	17	66 485 296	68 746 867	239 072	68 985 939	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	205 551	205 551		205 551	
Stocks de fournitures	19	247 675	228 767		228 767	
Autres actifs non financiers (note 17)	20	62 095	99 276	454	99 730	
	21	67 000 617	69 280 461	239 526	69 519 987	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 223 013	1 258 204	316 305	1 574 509	
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 680 463	1 164 403	846	1 165 249	
Réserves financières et fonds réservés	24	1 115 888	906 037		906 037	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(64 338)	(51 471)		(51 471)	
Financement des investissements en cours	26	(1 946 354)	(983 922)		(983 922)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	46 971 661	47 065 097	229 072	47 294 169	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28					
	29	48 980 333	49 358 348	546 223	49 904 571	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Réalizations 2015		Réalizations 2016		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 230 103	363 318	36 633	399 951
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	3 179 079	3 312 610	52 653	3 365 263
Autres					
- (Gain) perte sur cession	3	(143 706)	(9 695)		(9 695)
- Réduc. valeur immos en cours	4	1 571 450	(4 273)		(4 273)
	5	6 836 926	3 661 960	89 286	3 751 246
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(639 638)	(255 800)	27 612	(228 188)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(14 337)	(180 527)	(10 660)	(191 187)
Revenus reportés	9	141 285	863 800	27 705	891 505
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs					
Propriétés destinées à la revente	10				
Stocks de fournitures	11				
Autres actifs non financiers	12	14 941	18 908		18 908
	13	63 153	(37 181)	1 423	(35 758)
	14	6 402 330	4 071 160	135 366	4 206 526
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	4 114 714 ) (	5 638 851 ) (	97 082 ) (	5 735 933)
Produit de cession	16	221 812	74 365		74 365
	17	(3 892 902)	(5 564 486)	(97 082)	(5 661 568)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats					
Émission ou acquisition	18 (	57 235 ) (	164 832 ) (	21 ) (	164 853)
Remboursement ou cession	19	102 832	102 474		102 474
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21				
	22	45 597	(62 358)	(21)	(62 379)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	23	3 535 653	4 188 000		4 188 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	2 307 673 ) (	2 355 951 ) (	10 000 ) (	2 365 951)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(3 608 815)	584 463		584 463
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme					
Autres	26	(65 573)	(52 410)		(52 410)
- Encaiss. sub. liée a dette LT	27	345 033	388 039		388 039
-	28				
	29	(2 101 375)	2 752 141	(10 000)	2 742 141
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	453 650	1 196 457	28 263	1 224 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
Solde déjà établi	31	3 244 717	3 698 367	376 986	4 075 353
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		18 971		18 971
Solde redressé	33	3 244 717	3 717 338	376 986	4 094 324
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)					
	34	3 698 367	4 913 795	405 249	5 319 044

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		<u>Réalisations 2015</u>	<u>Budget 2016</u>	<u>Réalisations 2016</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	5 133 981	5 050 070	5 132 100	5 657 871
Charges sociales	2	995 309	994 440	1 004 658	1 083 167
Biens et services	3	8 147 997	7 883 730	7 832 299	8 057 628
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	475 645	504 650	457 604	458 435
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	116 528	123 350	133 820	133 820
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	72 240	79 200	79 037	89 715
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	688 258	737 200	752 276	752 276
Transferts	10				
Autres	11	434 837	431 490	462 362	468 705
Autres organismes					
Transferts	12				(211 886)
Autres	13	997 220	1 127 140	1 121 523	1 121 523
Amortissement des immobilisations	14	3 179 079	3 315 910	3 312 610	3 365 263
Autres					
- Mauvaises créances et autres	15	32 815	36 720	132 301	132 301
-	16				
-	17				
	18	20 273 909	20 283 900	20 420 590	21 108 818

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	15 750 330	16 063 670	15 508 088
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 271 220	1 231 033	1 364 946
Quotes-parts	3		8 686	993
Transferts	4	966 800	1 139 354	3 112 300
Services rendus	5	1 238 420	2 218 476	2 102 062
Imposition de droits	6	274 600	343 609	447 973
Amendes et pénalités	7	257 000	295 675	275 606
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	130 270	111 792	167 974
Autres revenus	10		96 474	197 260
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	19 888 640	21 508 769	23 177 202
Charges				
Administration générale	14	3 084 720	3 412 020	3 298 207
Sécurité publique	15	2 534 160	2 586 209	2 535 682
Transport	16	3 549 570	3 705 324	3 608 930
Hygiène du milieu	17	4 626 630	4 403 651	4 697 490
Santé et bien-être	18	148 060	208 272	100 967
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 208 860	1 267 308	1 191 052
Loisirs et culture	20	4 424 700	4 844 064	4 762 115
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	707 200	681 970	672 767
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	20 283 900	21 108 818	20 867 210
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(395 260)	399 951	2 309 992
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		49 489 923	45 608 480
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27		14 697	1 571 451
Solde redressé	28		49 504 620	47 179 931
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		49 904 571	49 489 923

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015 Redressé note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(395 260)	399 951	2 309 992
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	5 735 933 ) (	4 210 416)
Produit de cession	3		74 365	221 812
Amortissement	4		3 365 263	3 216 494
(Gain) perte sur cession	5		(9 695)	(143 706)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(4 273)	
	7		(2 310 273)	(915 816)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		18 908	14 941
Variation des autres actifs non financiers	10		(35 758)	64 141
	11		(16 850)	79 082
	12	(395 260)	(1 927 172)	1 473 258
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(395 260)	(1 927 172)	1 473 258
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(17 707 214)	(20 751 922)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		18 970	1 571 450
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(17 688 244)	(19 180 472)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(19 615 416)	(17 707 214)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	5 319 044	4 075 353
Débiteurs (note 5)	2	6 526 570	6 674 420
Prêts (note 6)	3	20 500	20 500
Placements de portefeuille (note 7)	4	132 298	69 920
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 998 412	10 840 193
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	2 428 497	1 844 034
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 606 929	2 786 115
Revenus reportés (note 12)	12	1 082 915	191 410
Dette à long terme (note 13)	13	25 495 487	23 725 848
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	31 613 828	28 547 407
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(19 615 416)	(17 707 214)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	68 985 939	66 679 939
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	205 551	205 551
Stocks de fournitures	19	228 767	247 675
Autres actifs non financiers (note 17)	20	99 730	63 972
	21	69 519 987	67 197 137
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	49 904 571	49 489 923

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	399 951	2 309 992
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	3 365 263	3 216 494
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(9 695)	(143 706)
- Cession et réduc valeur immo	4	(4 273)	1 571 450
	5	3 751 246	6 954 230
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(228 188)	(643 730)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(191 187)	31 585
Revenus reportés	9	891 505	142 578
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	18 908	14 941
Autres actifs non financiers	13	(35 758)	64 141
	14	4 206 526	6 563 745
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(5 735 933)	(4 210 416)
Produit de cession	16	74 365	221 812
	17	(5 661 568)	(3 988 604)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	(164 853)	(57 235)
Remboursement ou cession	19	102 474	102 832
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(62 379)	45 597
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23	4 188 000	3 555 653
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 365 951)	(2 307 673)
Variation nette des emprunts temporaires	25	584 463	(3 608 815)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(52 410)	(65 573)
Autres			
- Encaiss. subv. liée dette L	27	388 039	345 033
-	28		
	29	2 742 141	(2 081 375)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	1 224 720	539 363
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 075 353	3 538 732
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32	18 971	(2 742)
Solde redressé	33	4 094 324	3 535 990
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	5 319 044	4 075 353

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1, 19-2 et 19-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

[Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.]

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux et les partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>	<u>Valeur de consolidation</u>
Société de développement économique de Montmagny :	100%	
Corporation du camping de la Pointe-aux-Oies Inc.:	100%	
Corporation de la bibliothèque municipale de Montmagny Inc.:	100%	

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auquel elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées:

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>	<u>Valeur de consolidation</u>
Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de L'Islet-Montmagny :		40.85%

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

B) Comptabilité d'exercice*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements

Les placements temporaires, qui sont constitués de dépôts à terme et d'autres titres, ainsi que les placements à long terme à titre d'investissement et les placements à long terme à des fins de trésorerie sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des sites contaminés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	<u>Taux</u>
Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Améliorations locatives	6,67 %
Véhicules	de 5,0 % à 10,0 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10,0 % à 20,0 %
Machinerie, outillage et équipement divers	de 5,0 % à 10,0 %

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales:

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables:
 - Mesure relative aux frais reportés:
 - Confection du plan d'urbanisme.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables

Comptabilisation de fonds réservés

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation de certains fonds réservés. Antérieurement, conformément aux directives du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*, les sommes accumulées afférentes aux divers fonds et programmes suivants étaient constatées à titre de fonds réservés :

- Fonds parcs, terrains de jeux ou espaces naturels;
- Fonds local - Réfection et entretien de certaines voies publiques;

Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de revenus reportés. Cette modification comptable a entraîné, au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date, les ajustements suivants:

État consolidé de la situation financière

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Revenus reporté 125 859 \$
Dettes nette et excédent accumulé 125 859 \$

État consolidé des résultats

Imposition des droits (108 714 \$)
Excédent de l'exercice (108 714 \$)
Excédent accumulé au début de l'exercice 0 \$
Excédent accumulé à la fin de l'exercice (108 714 \$)

Comptabilisation de frais reportés

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation de certains frais reportés. Antérieurement, conformément aux directives du *Manuel de la présentation de l'information financière municipale*, les charges afférentes à l'élaboration des rôles triennaux d'évaluation, des plans d'urbanisme et des schémas d'aménagement étaient constatées à titre de frais reportés et étaient amorties sur des périodes variant de trois à cinq ans. Cette méthode de comptabilisation n'était pas conforme aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, lesquelles prévoient que ces sommes doivent être constatées à titre de charges au moment où elles sont engagées.

Conformément à la mesure d'allégement fiscal transitoire autorisée par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, un virement de l'excédent de fonctionnement de 64 338 \$ a été fait aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir afin de compenser l'incidence fiscale de cette modification comptable

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 771 286	2 796 602
Placements de portefeuille	2		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	779 411	594 697
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	4 421 021	4 712 018
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	1 852	8 573
Organismes municipaux	7	186 156	151 991
Autres			
- Mutation, cour mun, TPS-TVQ	8	1 138 120	1 199 601
- Fonds réservés et d'amort	9	10	7 540
	10	6 526 570	6 674 420
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 658 965	4 057 409
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14	3 658 965	4 057 409
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	81 326	783
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16	20 500	20 500
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20	20 500	20 500
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	132 298	67 178
Autres placements	23		2 742
	24	132 298	69 920
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (_____)	(_____)
	28	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30	
Régimes à cotisations déterminées	31 302 841	296 561
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 27 765	27 197
	34 330 606	323 758

Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (2.70 %) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire, utilisée pour les opérations courantes de la Ville, est inutilisée au 31 décembre 2016.		
La Ville bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 9 895 605 \$, portant intérêt au taux préférentiel (2,7 %) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la Ville. Au 31 décembre 2016, le solde de ces emprunts bancaires s'élèvent à 2 428 497 \$.		

11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	38	1 224 455	1 307 105
Salaires et avantages sociaux	39	879 207	939 849
Dépôts et retenues de garantie	40	166 064	187 137
Provision pour contestations d'évaluation	41		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42		
Frais d'assainissement des sites contaminés	43		
Autres			
- Gouvernement du Qc et ses entr	44	24 079	14 980
- Organismes municipaux	45	97 394	100 613
- Intérêts courus dette LT	46	123 357	136 931
- Autres courus et passifs	47	92 373	99 500
-	48		
	49	2 606 929	2 786 115

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50		
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52	12 157	48 376
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	221 681	77 483
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Revenus perçus d'avance	56	143 609	55 051
- Subvention perçue d'avance	57	658 747	10 500
- Revenus Camping perçus d'avanc	58	46 721	
-	59		
	60	1 082 915	191 410

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

							2016	2015
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,59	2017	2036	61		25 669 900	23 837 851
Obligations et billets en monnaies étrangères					62			
Gains (pertes) de change reportés					63			
					64			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65			
Organismes municipaux					66			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67			
Autres					68		10 000	20 000
					69		25 679 900	23 857 851
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(184 413)	(132 003)	
					71		25 495 487	23 725 848

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2016			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2017	72	80	2 599 038	88	97	10 000	105	2 609 038
2018	73	81	2 630 239	89	98		106	2 630 239
2019	74	82	2 778 049	90	99		107	2 778 049
2020	75	83	2 686 702	91	100		108	2 686 702
2021	76	84	2 536 549	92	101		109	2 536 549
2022 et +	77	85	12 439 323	93	102		110	12 439 323
	78	86	25 669 900	94	103	10 000	111	25 679 900
Intérêts et frais accessoires				95	()		112	()
	79	87	25 669 900	96	104	10 000	113	25 679 900

Note

					2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)						
Revenant à (à la charge de)						
L'organisme municipal				114	(19 615 416)	(17 707 214)
Tiers						
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes				115	()	()
Autres				116	()	()
				117	(19 615 416)	(17 707 214)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	12 925 188	146	1 489 020	173	(3 520 001)	200	17 934 209
Eaux usées	119	29 189 427	147	168 290	174	3 520 001	201	25 837 716
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	32 586 355	148	936 274	175		202	33 522 629
Autres	121	6 071 286	149	44 931	176		203	6 116 217
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	15 189 042	151	125 019	178		205	15 314 061
Améliorations locatives	124	359 495	152	97 082	179		206	456 577
Véhicules	125	4 226 222	153	649 075	180	139 206	207	4 736 091
Ameublement et équipement de bureau	126	3 556 519	154	80 390	181		208	3 636 909
Machinerie, outillage et équipement divers	127	3 731 569	155	405 058	182		209	4 136 627
Terrains	128	1 639 046	156		183		210	1 639 046
Autres	129	32 552	157		184		211	32 552
	130	<u>109 506 701</u>	158	<u>3 995 139</u>	185	<u>139 206</u>	212	<u>113 362 634</u>
Immobilisations en cours	131	<u>9 662 091</u>	159	<u>1 740 794</u>	186		213	<u>11 402 885</u>
	132	<u>119 168 792</u>	160	<u>5 735 933</u>	187	<u>139 206</u>	214	<u>124 765 519</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	6 265 504	161	448 204	188	(2 288 692)	215	9 002 400
Eaux usées	134	17 360 373	162	648 324	189	2 288 692	216	15 720 005
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	13 144 157	163	1 021 910	190		217	14 166 067
Autres	136	2 110 791	164	165 965	191		218	2 276 756
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	5 628 846	166	380 498	193		220	6 009 344
Améliorations locatives	139	167 242	167	50 970	194		221	218 212
Véhicules	140	2 602 743	168	207 872	195	74 536	222	2 736 079
Ameublement et équipement de bureau	141	2 920 066	169	150 988	196		223	3 071 054
Machinerie, outillage et équipement divers	142	2 256 579	170	290 532	197		224	2 547 111
Autres	143	32 552	171		198		225	32 552
	144	<u>52 488 853</u>	172	<u>3 365 263</u>	199	<u>74 536</u>	226	<u>55 779 580</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>66 679 939</u>					227	<u>68 985 939</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	238		
Immeubles industriels municipaux	239	205 551	205 551
Autres	240		
	241	205 551	205 551
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	205 551	205 551
Note			

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payé d'avance	244	49 730	63 972
-	245		
-	246		
Autres			
-	247		
- Frais développement domiciliai	248	50 000	
	249	99 730	63 972
Note			

18. Obligations contractuelles
Engagements contractuels

En vertu de divers contrats, la ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 733 511\$. Pour pourvoir à ces engagements, la ville devra prévoir les sommes suivantes pour les trois prochains exercices financiers :

2017	598 654\$
2018	91 668\$
2019	43 189\$

Participation financière auprès d'organisme

De plus, en vertu de résolutions du conseil, la ville s'est engagée à participer financièrement à la réalisation de projets de divers organismes au cours des années à venir. Ces engagements totalisent 2 969 478\$ et se détaillent comme suit:

2017	2 860 478\$
2018	59 000\$
2019	29 000\$
2020	21 000\$

Office municipal d'habitation de la Ville de Montmagny

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

L'Office municipal d'habitation de la Ville de Montmagny, la ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. Le Société d'habitation du Québec contribue à 90% au déficit d'exploitation et la ville subventionne le solde du déficit.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La ville assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'un emprunt consenti à un organisme non compris dans son périmètre comptable pour un montant maximal de 50 000\$.

Au 31 décembre 2016, le solde de cet emprunt est de 0\$ (0\$ en 2015).

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

Loi concernant la protection de l'environnement

Les opérations de la ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la ville opère en conformité avec les lois et règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, sauf pour le coût de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissements, seraient comptabilisés aux résultats de l'exercice en cours.

Contestations d'évaluation

Des contribuables résidentiels et non résidentiels ont contesté l'évaluation foncière de certaines propriétés inscrites au rôle pour les exercices 2016 à 2018. Actuellement, il est impossible de déterminer les pertes éventuelles que la Ville pourrait subir au cours des prochains exercices.

À la date de préparation du rapport financier, seulement trois dossiers ont été transférés au Tribunal administratif du Québec (TAQ) et aucune provision pour des contestations d'évaluation n'a été inscrite à l'état de la situation financière pour pourvoir à des pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

Affectations directes à l'excédent cumulé non affecté

Au cours de l'exercice, une affectation à l'excédent cumulé non affecté a été comptabilisée. Cette affectation est attribuable à une erreur de comptabilisation d'une note de crédit au montant de 36 718 \$ relative à l'exercice financier 2015 dont l'existence a été constatée au cours de l'exercice subséquent. À ce montant s'ajoute la radiation des écarts de lecture cumulés au cours des dernières années pour la consommation de carburant en inventaire totalisant 7 343 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S18: Ajustement de réévaluation

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets (dette nette) comportent une comparaison avec les données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et les budgets adoptés par les organismes contrôlés (sauf pour la Corporation du camping de la Pointe-aux-Oies), incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la Ville participe, après l'élimination des opérations réciproques.

22. Instruments financiers

s/o

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	5 319 044	4 075 353
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	5 319 044	4 075 353
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	274	
Placements de portefeuille	275	
Débiteurs	276	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277	
Provision pour moins-value	278	() ()
	279	
	280	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	281	
Revenus reportés	282	
Dette à long terme	283	
	284	
Solde du Fonds local d'investissement	285	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286	
Supportant les engagements de prêts	287	
Supportant les garanties de prêts	288	
	289	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<hr/> 293 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<hr/> 296 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<hr/> 299 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()	()
	<hr/> 306 <hr/>		
	307		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<hr/> 311 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<hr/> 314 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<hr/> 317 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

26 FLUX DE TRÉSORERIE

	2016	2015
Intérêts payés au cours de l'exercice	539 720 \$	554 755 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	110 038 \$	166 096 \$

27 FONDS DE ROULEMENT

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 500 0000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 574 509	1 530 296
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 165 249	1 680 715
Réserves financières et fonds réservés	3	906 037	1 115 887
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	51 471 ) (	64 338)
Financement des investissements en cours	5	(983 922)	(1 946 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	47 294 169	47 173 717
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	██████████	██████████
	8	49 904 571	49 489 923
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 258 204	1 223 013
Organismes contrôlés ¹	10	316 305	307 283
	11	1 574 509	1 530 296
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Parc Industriel - Phase 2	12	214 041	220 040
- Budget 2017	13	300 000	
-	14		
- Ent. équipement + Mat. Loisirs	15	26 362	73 842
- Provision - Projets majeurs	16	75 000	200 000
- Activité de fonctionnement	17		89 000
- Prov. requalification bâtiment	18		328 280
- Gestionmat. résiduelles	19	540 000	540 000
- Activités culturelles	20	9 000	229 301
	21	1 164 403	1 680 463
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Régie L.Islet-Montmagny	22	846	252
-	23		
-	24		
	25	846	252
	26	1 165 249	1 680 715
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Réserve élection	27	121 321	105 113
- Vidange étangs aérés	28	494 234	506 979
- Traitement et distribution eau	29	3 169	35 410
-	30		
-	31		
	32	618 724	647 502
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	177 941	349 001
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	34	5 506	5 514
Organismes contrôlés	35		
Montant non réservé			
Administration municipale	36		
Organismes contrôlés	37		
Fonds local d'investissement	38		
Fonds local de solidarité	39		
Autres			
-Montants réservés pour dette	40	103 866	113 870
-	41		
	42	287 313	468 385
	43	906 037	1 115 887

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () (
Régimes non capitalisés	45 () (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () (
Autres	47 () (
Régimes non capitalisés	48 () (
	49 () (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () (
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 () (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () (
Autres		
-	53 () (
-	54 () (
	55 () (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () (
Intérêts sur la dette à long terme	57 () (
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () (
Utilisation du fonds de roulement	59 () (
Mesure relative aux frais reportés	60 (	51 471) (
Autres		64 338)
-	61 () (
-	62 () (
	63 (	51 471) (
64 338)		
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () (
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () (
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () (
Autres		
-	67 () (
-	68 () (
	69 () (
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (	51 471) (
64 338)		

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	76 1 981 824	1 029 495
Investissements à financer	77 (2 965 746 ) (	2 975 849)
	78 (983 922)	(1 946 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	79 68 985 939	66 679 939
Propriétés destinées à la revente	80 205 551	205 551
Prêts	81 20 500	20 500
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82 132 298	67 178
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83	
	84 69 344 288	66 973 168
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	85 25 495 487	23 725 848
Frais reportés liés à la dette à long terme	86 184 413	132 003
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 (3 658 965 ) (	4 057 409)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90 22 020 935	19 800 442
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91 29 184	(991)
	92 22 050 119	19 799 451
	93 47 294 169	47 173 717

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
	56	57	58
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	_____	_____	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	() ()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
-	77		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Montmagny contribue à un régime complémentaire de retraite à l'acquis de ses employés réguliers. La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour les cotisations dues et non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>302 841</u>	<u>296 561</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	6	6

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	27 765	27 197
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	17 540	17 181
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	10 225	10 016
100	27 765	27 197

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016

Administration municipale

Dette à long terme	1	25 669 900
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	143 836
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	109 371
Débiteurs	8	3 658 965
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 099 677
Autres		
-	12	
-	13	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	20 945 723
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	10 000
--	----	--------

Endettement net à long terme	16	20 955 723
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	1 903 986
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

Endettement total net à long terme	20	22 859 709
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	22 859 709
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2016	2016	2016	2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	11 269 250	11 547 738	11 021 105
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	1 120 940	1 145 143	1 125 395
	9	12 390 190	12 692 881	12 146 500
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 555 470	1 561 284	1 515 716
Égout	11	98 840	93 883	93 799
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	1 344 450	1 359 425	1 356 853
Autres				
-Prot. contre les incendies	14	268 470	270 167	268 193
-Revit. centre-ville	15	28 590	27 019	28 584
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	62 000	56 358	53 847
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19	2 320	2 653	44 596
Activités d'investissement	20			
	21	3 360 140	3 370 789	3 361 588
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	3 360 140	3 370 789	3 361 588
	26	15 750 330	16 063 670	15 508 088

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	230 030	215 778	302 410
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	5 960	19 046	27 647
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	235 990	234 824	330 057
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	557 880	535 997	567 583
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	444 830	428 517	435 597
	35	1 002 710	964 514	1 003 180
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	1 238 700	1 199 338	1 333 237
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	11 190	10 116	10 311
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	1 520	1 515	1 590
Taxes d'affaires	43			
	44	12 710	11 631	11 901
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46	7 800	7 800	7 800
	47	7 800	7 800	7 800
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	12 010	12 264	12 008
	50	12 010	12 264	12 008
	51	1 271 220	1 231 033	1 364 946

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	142 300	22 761	39 617
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	75 500	22 566	13 330
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59		3 720	3 712
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		2 420	2 420
Réseau de distribution de l'eau potable	68	68 500	43 037	11 829
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70	71 500	20 076	12 572
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		1 999	85 920
Tri et conditionnement	73	175 000	199 367	73 589
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	90 000	20 364	36 830
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	71 600	14 936	16 000
Autres	88	21 000	22 418	27 675
Réseau d'électricité	89			
	90	715 400	373 664	321 074

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2016	2016	2016	2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			292 311
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	84 000	261 705	556 735
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			(470 284)
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			394 607
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			447 764
Activités culturelles				
Bibliothèques	126	17 900	17 900	1 181 600
Autres	127	142 029	142 029	5 000
Réseau d'électricité	128			
	129	84 000	421 634	2 407 733

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131	167 400	167 438	209 473
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		176 618	174 020
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138	167 400	344 056	383 493
TOTAL DES TRANSFERTS	139	966 800	1 139 354	3 112 300

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140	11 000	13 316	9 646
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	11 000	13 316	9 646
Sécurité publique				
Police	144	6 000	10 854	
Sécurité incendie	145	17 170	50 664	1 980
Sécurité civile	146			
Autres	147		71 185	58 154
	148	23 170	132 703	60 134
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173		240 219	226 489
Autres	174			
	175		240 219	226 489
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	115 000	69 829	101 104
Activités culturelles				
Bibliothèques	177		414	
Autres	178			
	179	115 000	69 829	101 104
Réseau d'électricité	180			
	181	149 170	215 848	397 373

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	56 500	54 693	39 600
Sécurité publique	183	4 500	3 930	3 930
Transport				
Réseau routier	184	28 000	17 627	17 627
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		24 794	24 794
Hygiène du milieu	190	80 000	141 797	141 797
Santé et bien-être	191		9 379	9 379
Aménagement, urbanisme et développement	192	31 800	24 216	24 216
Loisirs et culture	193	888 450	1 011 771	1 500 652
Réseau d'électricité	194			
	195	1 089 250	1 288 207	1 761 995
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 238 420	1 504 055	2 218 476
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	32 000	42 493	42 493
Droits de mutation immobilière	198	167 000	271 116	271 116
Droits sur les carrières et sablières	199	75 000	30 000	30 000
Autres	200	600		
	201	274 600	343 609	343 609
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	257 000	295 675	295 675
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	203			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	130 270	110 038	111 792
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		9 695	9 695
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208		48 383	48 383
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres contributions	211		38 396	38 396
Autres	212			
	213		96 474	96 474
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2016	2015	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	391 470	382 803	5 385	388 188	389 681	376 345
Greffe et application de la loi	2	556 750	532 486	10 789	543 275	543 275	584 969
Gestion financière et administrative	3	913 470	910 491	87 697	998 188	1 002 977	1 066 535
Évaluation	4	205 530	205 021		205 021	205 021	195 659
Gestion du personnel	5	328 680	479 211	1 286	480 497	480 497	352 318
Autres							
- Assurance., ent. immeuble	6	483 160	574 551	84 656	659 207	790 569	722 381
-	7						
	8	2 879 060	3 084 563	189 813	3 274 376	3 412 020	3 298 207
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 409 180	1 358 079		1 358 079	1 358 079	1 431 872
Sécurité incendie	10	873 580	977 633	193 487	1 171 120	1 171 120	1 056 188
Sécurité civile	11	9 590	9 321		9 321	9 321	(969)
Autres	12	57 490	47 689		47 689	47 689	48 591
	13	2 349 840	2 392 722	193 487	2 586 209	2 586 209	2 535 682
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	680 120	818 194	967 042	1 785 236	1 786 258	1 761 831
Enlèvement de la neige	15	1 153 500	1 151 818	27 493	1 179 311	1 179 311	1 080 662
Éclairage des rues	16	150 120	149 645	16 481	166 126	166 125	163 250
Circulation et stationnement	17	195 130	153 953	44 209	198 162	198 162	213 385
Transport collectif							
Transport en commun	18		44 728		44 728	44 728	39 388
Transport aérien	19						
Transport par eau	20	1 560	1 403		1 403	1 403	1 348
Autres	21	270 500	269 987	59 350	329 337	329 337	349 066
	22	2 450 930	2 589 728	1 114 575	3 704 303	3 705 324	3 608 930

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2016	Réalizations 2016			Réalizations 2016	Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	744 540	730 985	171 454	902 439	902 439	1 032 279
Réseau de distribution de l'eau potable	24	500 240	410 679	377 046	787 725	787 725	920 028
Traitement des eaux usées	25	281 360	248 352	403 105	651 457	651 457	658 661
Réseaux d'égout	26	417 880	354 506	300 417	654 923	654 923	697 534
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	414 250	400 697		400 697	400 697	427 189
Élimination	28	496 600	491 562		491 562	491 545	484 516
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	169 150	170 122		170 122	170 122	193 268
Tri et conditionnement	30	133 860	129 057		129 057	129 057	117 641
Matières organiques							
Collecte et transport	31	84 870	75 601		75 601	75 601	64 137
Traitement	32	30 350	26 092		26 092	26 092	29 844
Matériaux secs	33	48 010	47 389		47 389	47 389	44 874
Autres	34						4 051
Plan de gestion							
Autres	36	14 110	14 110		14 110	14 110	
Cours d'eau							
Autres	37						
Protection de l'environnement							
Autres	38	27 000	52 494		52 494	52 494	23 468
Autres	39						
	40	3 362 220	3 151 646	1 252 022	4 403 668	4 403 651	4 697 490
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	116 000	186 650		186 650	186 650	52 533
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	32 060	21 622		21 622	21 622	48 434
	44	148 060	208 272		208 272	208 272	100 967
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	456 830	465 645	1 802	467 447	467 447	427 603
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	3 000	1 470		1 470	1 470	1 470
Autres biens	47	107 000	84 339		84 339	84 339	86 626
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	452 990	429 568	16 713	446 281	535 453	523 841
Tourisme	49	140 000	140 285		140 285	140 285	137 251
Autres	50					1 595	
Autres	51	30 500	36 719		36 719	36 719	14 261
	52	1 190 320	1 158 026	18 515	1 176 541	1 267 308	1 191 052

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2016	Réalizations 2016		Réalizations 2016	Réalizations 2015	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 108 730	1 113 437	83 216	1 196 653	1 609 891	1 554 934
Patinoires intérieures et extérieures	54	547 420	583 890	77 784	661 674	661 674	652 181
Piscines, plages et ports de plaisance	55	388 610	409 111	48 983	458 094	458 094	434 678
Parcs et terrains de jeux	56	797 750	791 902	209 581	1 001 483	1 001 483	1 001 460
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	64 000	23 500		23 500	23 500	48 404
Autres	59	93 260	86 730	9 681	96 411	96 411	77 536
	60	2 999 770	3 008 570	429 245	3 437 815	3 851 053	3 769 193
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	333 570	315 147	42 608	357 755	357 755	396 154
Bibliothèques	62	271 100	285 658	58 053	343 711	377 777	364 398
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	240 290	221 657	13 583	235 240	235 240	206 406
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	35 630	21 530	709	22 239	22 239	25 964
	66	880 590	843 992	114 953	958 945	993 011	992 922
	67	3 880 360	3 852 562	544 198	4 396 760	4 844 064	4 762 115
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	628 000	539 720		539 720	540 551	554 755
Autres frais	70		51 704		51 704	51 704	37 418
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	79 200	79 037		79 037	89 715	80 594
	73	707 200	670 461		670 461	681 970	672 767
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75		3 315 910	3 312 610	(3 312 610)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Rémunération des élus	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	40
Taux des taxes	41
Questionnaire	43

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil de la Ville de Montmagny,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Montmagny (ci-après « la ville »). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

CPA, auditeur CA permis de comptabilité publique no A110424

Montmagny

DATE 2017-04-28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>16 151 302</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	87 632
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>87 632</u>
Revenus de taxes	11	<u>16 063 670</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	16 063 670
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>16 063 670</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 036 403		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	56 358		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>2 092 761</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>13 970 909</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	75 000	470 154	361 591
Usines de traitement de l'eau potable	2	130 000		
Usines et bassins d'épuration	3	50 000	78 848	6 999
Conduites d'égout	4		560 425	602 224
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	994 000	1 529 913	1 905 876
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		191 675	42 308
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		138 531	214 628
Autres infrastructures	11	323 000	3 420	65 663
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		44 549	297 525
Édifices communautaires et récréatifs	14	808 800	1 394 757	194 052
Améliorations locatives	15		97 082	95 702
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	395 000	670 711	63 223
Ameublement et équipement de bureau	18	45 000	60 250	85 008
Machinerie, outillage et équipement divers	19	190 000	447 022	272 762
Terrains	20			2 855
Autres	21	33 000	48 596	
	22	3 043 800	5 638 851	4 210 416

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		470 154	361 591
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		78 848	6 999
Conduites d'égout	26		560 425	602 224
Autres infrastructures	27		1 863 539	2 228 475
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		2 665 885	1 011 127
	34		5 638 851	4 210 416

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	23 837 851	4 188 000	2 355 951	25 669 900
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	20 000		10 000	10 000
	7	23 857 851	4 188 000	2 365 951	25 679 900
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	132 877	107 597	11 624	228 850
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	19 667 565	4 080 403	1 955 883	21 792 085
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	19 800 442	4 188 000	1 967 507	22 020 935
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	4 057 409		398 444	3 658 965
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	4 057 409		398 444	3 658 965
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	4 057 409		398 444	3 658 965
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	4 057 409		398 444	3 658 965
	26	23 857 851	4 188 000	2 365 951	25 679 900
Dette en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	23 857 851	4 188 000	2 365 951	25 679 900

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2	191 430	191 424	176 037
Autres	3	70 180	69 890	44 582
Sécurité publique				
Police	4		15 381	16 672
Sécurité incendie	5	23 850	23 849	20 624
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	94 250	94 250	92 820
Matières résiduelles	12	14 110	14 110	4 051
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	192 700	192 700	187 239
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	150 680	150 672	146 233
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	737 200	752 276	688 258

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	23,29	35,00	42 383,00	1 906 924	388 182	2 295 106
Professionnels	2						
Cols blancs	3	36,23	35,00	67 751,00	1 464 338	278 195	1 742 533
Cols bleus	4	23,75	40,00	52 169,00	1 402 469	301 455	1 703 924
Policiers	5						
Pompiers	6	5,91	40,00	12 285,00	351 793	44 250	396 043
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	89,18		174 588,00	5 125 524	1 012 082	6 137 606
Élus	9	7,00			187 781	29 909	217 690
	10	96,18			5 313 305	1 041 991	6 355 296

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	2 420				2 420
Réseau de distribution de l'eau potable	13	4 337				4 337
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	20 076				20 076
Autres	16	690 887	202 747	89 887	129 000	1 112 521
	17	717 720	202 747	89 887	129 000	1 139 354

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+	Amortissement des immobilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale																
Grefe et application de la loi	1	532 486	27		10 789	53		543 275	79		13 316	105		529 959	131	
Évaluation	2	205 021	28			54		205 021	80			106		205 021	132	
Autres	3	2 347 056	29		179 024	55		2 526 080	81		54 693	107		2 471 387	133	89 022
	4	3 084 563	30		189 813	56		3 274 376	82		68 009	108		3 206 367	134	89 022
Sécurité publique																
Police	5	1 358 079	31			57		1 358 079	83			109		1 358 079	135	
Sécurité incendie	6	977 633	32		193 487	58		1 171 120	84		135 338	110		1 035 782	136	33 063
Sécurité civile	7	9 321	33			59		9 321	85			111		9 321	137	
Autres	8	47 689	34			60		47 689	86		1 295	112		46 394	138	
	9	2 392 722	35		193 487	61		2 586 209	87		136 633	113		2 449 576	139	33 063
Transport																
Réseau routier																
Voirie municipale	10	818 194	36		967 042	62		1 785 236	88		16 394	114		1 768 842	140	221 216
Enlèvement de la neige	11	1 151 818	37		27 493	63		1 179 311	89			115		1 179 311	141	
Autres	12	303 598	38		60 690	64		364 288	90		26 027	116		338 261	142	18 101
Transport collectif	13	46 131	39			65		46 131	91			117		46 131	143	
Autres	14	269 987	40		59 350	66		329 337	92			118		329 337	144	
	15	2 589 728	41		1 114 575	67		3 704 303	93		42 421	119		3 661 882	145	239 317
Hygiène du milieu																
Eau et égout																
Approvisionnement et traitement de l'eau potable																
Réseau de distribution de l'eau potable	16	730 985	42		171 454	68		902 439	94			120		902 439	146	
Traitement des eaux usées	17	410 679	43		377 046	69		787 725	95		68 563	121		719 162	147	72 668
Réseaux d'égout	18	248 352	44		403 105	70		651 457	96			122		651 457	148	
	19	354 506	45		300 417	71		654 923	97		68 563	123		586 360	149	69 497
Matières résiduelles																
Déchets domestiques et assimilés	20	892 259	46			72		892 259	98		4 671	124		887 588	150	
Matières recyclables	21	448 261	47			73		448 261	99			125		448 261	151	
Autres	22	14 110	48			74		14 110	100			126		14 110	152	
Cours d'eau	23		49			75			101			127			153	
Protection de l'environnement	24	52 494	50			76		52 494	102			128		52 494	154	
Autres	25		51			77			103			129			155	
	26	3 151 646	52		1 252 022	78		4 403 668	104		141 797	130		4 261 871	156	142 165

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
Santé et bien-être												
Logement social	157	186 650	172	187	186 650	202	217	186 650	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159	21 622	174	189	21 622	204	219	21 622	234			
	160	208 272	175	190	208 272	205	220	208 272	235			
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	465 645	176	1 802	467 447	206	33 595	433 852	236	2 605		
Rénovation urbaine	162	85 809	177	192	85 809	207	222	85 809	237			
Promotion et développement économique	163	569 853	178	16 713	586 566	208	223	586 566	238			
Autres	164	36 719	179	194	36 719	209	224	36 719	239			
	165	1 158 026	180	18 515	1 176 541	210	33 595	1 142 946	240	2 605		
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	3 008 570	181	429 245	3 437 815	211	1 077 605	2 360 210	241	79 098		
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	285 658	182	58 053	343 711	212	227	343 711	242	81 936		
Autres	168	558 334	183	56 900	615 234	213	3 995	611 239	243	3 255		
	169	3 852 562	184	544 198	4 396 760	214	1 081 600	3 315 160	244	164 289		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	16 437 519	186	3 312 610	19 750 129	216	1 504 055	18 246 074	246	670 461		

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1	181 205	76 484
Charges sociales	2	37 333	15 838
Biens et services	3	5 382 487	3 933 032
Frais de financement	4	37 826	89 360
Autres	5		
	6	5 638 851	4 114 714

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	1 223 013	1 162 348
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	29 375	86 278
Solde redressé au début de l'exercice	3	1 252 388	1 248 626
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	803 431	707 595
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(65 100)	(130 680)
Activités d'investissement	6	(341 815)	(288 086)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(355 700)	(320 433)
Réserves financières et fonds réservés	8	(35 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		5 991
	11	5 816	(25 613)
Solde à la fin de l'exercice	12	1 258 204	1 223 013
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 680 463	1 475 971
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(1)
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 680 463	1 475 970
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(63 180)	(50 273)
Activités d'investissement	17	(808 580)	(65 667)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	355 700	320 433
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(516 060)	204 493
Solde à la fin de l'exercice	22	1 164 403	1 680 463
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 115 888	1 193 146
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		(195 054)
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 115 888	998 092
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	528 854	379 945
Activités d'investissement	27	(779 211)	(263 089)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	35 000	
Financement des investissements en cours	29	5 506	940
	30	(209 851)	117 796
Solde à la fin de l'exercice	31	906 037	1 115 888

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

		2016		2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(64 338 )	(	32 192)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	(64 338 )	(	32 192)
Affectations				
Activités de fonctionnement - Augmentation	35	)	(	64 338)
Activités de fonctionnement - Diminution	36	12 867		32 192
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38			
Solde à la fin de l'exercice	39	(51 471 )	(	64 338)
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	40	(1 946 354)		(4 608 774)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	1		3
Solde redressé au début de l'exercice	42	(1 946 353)		(4 608 771)
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43	967 937		2 669 348
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44			(5 991)
Excédent de fonctionnement affecté	45			
Réserves financières et fonds réservés	46	(5 506)		(940)
	47	962 431		2 662 417
Solde à la fin de l'exercice	48	(983 922)		(1 946 354)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	49	46 971 661		46 014 698
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50			1 571 450
Solde redressé au début de l'exercice	51	46 971 661		47 586 148
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	52			
Excédent de fonctionnement affecté	53			
Financement à long terme des activités d'investissement	54	(4 188 000)	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55			
Variation résiduelle de l'exercice	56	4 281 436		(614 487)
Solde à la fin de l'exercice	57	47 065 097		46 971 661

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 500 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 500 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[1] , [0] [0] [1] [8] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[1] , [2] [2] [0] [9] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[2] , [0] [2] [2] [4] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[2] , [4] [6] [2] [5] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[1] , [0] [0] [1] [8] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 6 | 2	,	0 | 0	\$
Égout	2	| | |	,	| |	\$
Eau et égout	3	| | |	,	| |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | |	,	| |	\$
Matières résiduelles	5	1 | 8 | 0	,	0 | 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau commercial sans compteur	226,0000	4	
Eau commercial avec compteur	,7500	7	371\$ / 454 m ³ 0.75\$ / m ³ excédentaire
Eau terrain vague desservi	52,0000	4	
Eau exploitation agricole - Montmagny	,7500	7	371\$ / 454 m ³ 0.75\$ / m ³ excédentaire
Eau exploitation agricole - Saint-Pierre	1,4200	7	567\$ / 454 m ³ 1.42\$ / m ³ excédentaire
Protection contre les incendies	41,0000	4	
Égouts et traitement des eaux usées	,1618	1	
Ordures commercial sans conteneur	288,0000	4	
Ordures commercial avec conteneur		7	Selon le volume utilisé

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	87 632 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	10 714 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	261 848 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30		
Facteur comparatif de 2016	31		
Valeur uniformisée	32		
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	\$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	\$	
b) Dépenses d'investissement	37	\$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	\$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39		
b) Date d'adoption de la résolution	40		
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	46
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	47
Calcul de certains revenus de taxes	48
Taux des taxes	50
Taux global de taxation prévisionnel	51
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	54
Questionnaire	56

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	11 650 500
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	1 131 400
	9	12 781 900

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	1 555 110
Égout	11	99 000
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 351 590
Autres		
- Prot. contre les incendies	14	288 740
- Revitalisation centre-ville	15	28 590
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	56 400
Service de la dette	18	
Activités de fonctionnement	19	10 670
Activités d'investissement	20	
	21	3 390 100
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	3 390 100
	26	16 172 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	232 580
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	20 630
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	253 210

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	543 840
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	453 200
	9	997 040

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	1 250 250

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	10 120
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	730
Taxes d'affaires	17	
	18	10 850

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	7 800
	21	7 800

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	12 270
	24	12 270
	25	1 281 170

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 668 495 719	X 5 1,0198	/100\$ 6 6 817 315				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 51 099 008	X 8 1,2429	/100\$ 9 635 110				
Immeubles non résidentiels	10 139 967 503	X 11 2,0588	/100\$ 12 2 881 650				
Immeubles industriels	13 41 583 190	X 14 2,5068	/100\$ 15 1 042 405				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22 30 495 600	X 23 1,0198	/100\$ 24 310 990				
Total			25 11 687 470	26 (57 000)	27 ()	28 20 030	29 11 650 500
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>				
Taxes sur la valeur foncière											
Taxes générales											
Taxes spéciales											
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2	/100\$ 3								
Activités de fonctionnement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5	/100\$ 6								
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8	/100\$ 9								
Immeubles non résidentiels 10	X	11	/100\$ 12								
Immeubles industriels 13	X	14	/100\$ 15								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 16	X	17	/100\$ 18								
Autres 19	X	20	/100\$ 21								
Immeubles agricoles 22	X	23	/100\$ 24								
Total			25					26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales											
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31	/100\$ 32								
Activités d'investissement (taux variés)											
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34	/100\$ 35								
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37	/100\$ 38								
Immeubles non résidentiels 39	X	40	/100\$ 41								
Immeubles industriels 42	X	43	/100\$ 44								
Terrains vagues desservis											
Immeubles non résidentiels 45	X	46	/100\$ 47								
Autres 48	X	49	/100\$ 50								
Immeubles agricoles 51	X	52	/100\$ 53								
Total			54					55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>										
Taxe d'affaires sur la valeur locative 59	X	60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65				

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 6 | 2 | , | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | | , | | | | \$
Eau et égout	3	| | | | , | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | | | \$
Matières résiduelles	5	1 | 8 | 0 | , | 0 | 0 | \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau commercial sans compteur	397,0000	4	
Eau commercial avec compteur	0,7500	7	371\$ / 454 m ³ 0.75\$ / m ³ excédentaire
Eau terrain vague desservi	53,0000	4	
Eau exploitation agricole - Montmagny	0,7500	7	371\$ / 454 m ³ 0.75\$ / m ³ excédentaire
Eau exploitation agricole - Saint-Pierre	1,4200	7	567¢ / 454 m ³ 1.42\$ / m ³ excédentaire
Protection contre les incendies	44,0000	4	
Égouts et traitement des eaux usées	0,1618	1	
Ordures commercial sans conteneurs	288,0000	4	
Ordures commercial avec conteneur		7	Selon le volume utilisé

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>16 229 000</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8), et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	<u>57 000</u>
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	<u> </u>
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	<u> </u>
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	<u> </u>
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	<u> </u>
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	<u> </u>
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>57 000</u>
Revenus de taxes	11	<u>16 172 000</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	16 172 000
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	.....
Total partiel		4	<u>16 172 000</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	.....
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	2 019 402	.....
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	56 400	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....	10 <u>2 075 802</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		11	<u>14 096 198</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 14 096 198

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 931 641 020

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3 1 , 5 3 1 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 881 651	1 042 407			635 110	310 994
De secteur	2						
Autres	3	182 856	54 325			66 757	
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	547 907	162 779			200 029	25 800
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	3 612 414	1 259 511			901 896	336 794

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	6 422 233		358 105	11 650 500
De secteur	10				
Autres	11	827 462			1 131 400
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12				
Autres	13	2 342 735		54 450	3 333 700
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	9 592 430		412 555	16 115 600

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input checked="" type="checkbox"/>	15 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16	240 000 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	21 076 990 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	2 219 940 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	657 120 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	240 000 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 143, rue Saint-Jean-Baptiste est
(no) (rue)
Montmagny G5V 1K4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 248-3361
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 248-8468
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.montmagny.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom André Lévesque CPA-CA

Téléphone (418) 248-3361
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 248-8468
(ind. rég.) (numéro)

Courriel andre.levesque@ville.montmagny.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant-Thornton

Titre Comptable professionnel agréé

Adresse 200-5, boulevard Taché est
(no) (rue)
Montmagny G5V 1B6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 248-1303
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 248-6187
(ind. rég.) (numéro)

Courriel proulx.michel@rcgt.com

Responsable du dossier Michel Proulx CPA-CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , André Lévesque , atteste que le rapport financier consolidé de Montmagny pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-04-24 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montmagny .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montmagny consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montmagny détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 399 951 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,4915 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-05-01 09:31:29

Date de transmission au Ministère : 2017/05/01